



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
des affaires
européennes**

L'Europe a redonné toute sa place à l'énergie nucléaire !

Au cours des cinq dernières années, et sous l'impulsion de la France, l'énergie nucléaire, une énergie par nature bas carbone, a été replacée au centre du jeu, dans la mesure où elle permet à la fois d'atteindre les objectifs climatiques de l'Union européenne, de garantir la compétitivité de notre économie et d'assurer notre autonomie et notre souveraineté.



©Commission européenne

La France a mené au cours de la mandature une bataille diplomatique pour que les enjeux climatiques et énergétiques soient abordés sous l'angle de la neutralité technologique et que l'énergie nucléaire soit reconnue comme contribuant aux objectifs climatiques européens.

1/ En effet, l'énergie nucléaire est indispensable pour au moins trois raisons majeures :

- **C'est une énergie pilotable et concentrée avec le bilan carbone le plus faible.**

Avec environ 12g de CO₂/kWh (GIEC), l'électricité d'origine nucléaire émet 40 fois moins de CO₂ que le gaz et 60 fois moins que le charbon, mais aussi 4 fois moins que le solaire, 2 fois moins que l'hydraulique et autant que l'éolien. Par ailleurs, un gramme d'uranium libère sans aucune émission de CO₂, autant d'énergie que la combustion de 3 tonnes de charbon, ou 2 tonnes de pétrole, ou encore 1,7 tonne de gaz naturel. Enfin, pour produire l'équivalent d'une centrale nucléaire occupant une surface d'1 km², il faudrait une surface 100 à 400 fois plus grande pour un parc solaire ou éolien en mer.

- **C'est une garantie de compétitivité des entreprises et de préservation du pouvoir d'achat des citoyens européens.**



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
des affaires
européennes**

La compétitivité de l'Union européenne sur le marché mondial dépend en partie de sa capacité à garantir un accès à l'énergie à un coût réduit et stable. Le prix de l'électricité en Europe a été fortement en hausse ces dernières années, notamment à la suite de l'invasion russe en Ukraine. Cette hausse a pénalisé les ménages, mais aussi les commerçants et les industriels. Le marché de l'électricité étant commun en Europe il s'avérait essentiel de réformer son fonctionnement, et de donner **les moyens de développer l'électricité d'origine nucléaire qui permet de produire une électricité à prix maîtrisé**. En effet, le coût de production de l'électricité nucléaire est très prédictible car très peu tributaire des cours de l'uranium.

- **C'est une assurance pour « une sécurité d'approvisionnement énergétique »**

La crise énergétique liée au conflit en Ukraine a mis en lumière la vulnérabilité de l'Union européenne face à sa dépendance énergétique externe. Par ailleurs, les plans protectionnistes des États-Unis et de la Chine faisaient craindre pour la compétitivité de l'industrie européenne. La France bénéficie, avec son parc nucléaire, de l'un des taux d'indépendance énergétique les plus élevés de l'Union européenne (53,1 %). La relance du nucléaire associée au développement d'une chaîne d'approvisionnement permettra ce regain de souveraineté énergétique.

2/ Aujourd'hui, et après plusieurs combats que la France a menés, le nucléaire a retrouvé toute sa place au sein de l'Union européenne. Ainsi :

- **La taxonomie des investissements verts** est un pilier du Plan d'action sur la finance durable et un outil fondamental pour réorienter les flux de capitaux vers la transition énergétique et écologique. Après de longues négociations, l'énergie nucléaire a été intégrée en 2022 à cette classification des activités économiques qui identifie celles qui sont durables sur le plan environnemental, pour stimuler la transition vers des investissements respectueux de l'environnement.
- **Le Paquet gaz et hydrogène** permettra une « définition robuste » pour l'hydrogène bas carbone visant à favoriser sa montée en puissance.
- **Dans la directive énergie renouvelable (RED3)**, qui fixe un objectif de 42,5 % de renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie de l'Union en 2030, **la France a réussi, à l'issue d'une longue bataille, à inscrire l'hydrogène issu du nucléaire.**
- **La réforme du marché européen de l'électricité (EMD)**, qui permettra de lutter contre la volatilité des prix et d'offrir aux consommateurs des factures en phase avec la réalité des coûts de production, vaudra clairement pour l'électricité produite à partir de centrales nucléaires nouvelles ou existantes.
- **Le règlement industrie net zéro (NZIA)**, qui vise à développer les technologies industrielles stratégiques nécessaires à la transition énergétique, ne comportait pas au départ le nucléaire. Au terme de la négociation, l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement de l'énergie nucléaire y est désormais inclus, qu'il s'agisse des



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
des affaires
européennes**

réacteurs existants, du cycle du combustible, de nouveaux réacteurs de puissance et de SMR/AMR. Le nucléaire, comme les renouvelables, est désormais considéré comme stratégique pour atteindre la neutralité carbone de l'Union d'ici 2050.

3/ La France a su rassembler sur ce sujet

- **Ainsi, nous avons lancé une Alliance nucléaire qui réunit désormais une quinzaine d'États membres et modifie le rapport de forces** : sous l'impulsion de la France, cette Alliance lancée le 28 février 2023 a permis de regrouper plusieurs États européens alignés sur les positions françaises. Elle a été fondamentale dans l'évolution des perceptions et des politiques européennes concernant l'énergie nucléaire. Elle a réuni le 18 mars 2024, 12 chefs d'État et de gouvernement¹ déterminés à poursuivre et à intensifier leur coopération afin de créer un cadre européen favorable au déploiement de l'énergie nucléaire, notamment en termes de financement.
- Conséquence très concrète de cette mobilisation, **la Commission européenne** n'hésite plus désormais à affirmer que toutes les solutions énergétiques zéro ou faible émission de carbone, dont le nucléaire, sont nécessaires pour décarboner le système énergétique. Elle l'a encore fait récemment dans sa communication du 6 février 2024 sur l'objectif climatique de l'Europe à l'horizon 2040.

¹ Bulgarie, Croatie, Finlande, France, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède.



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
des affaires
européennes**

Pour aller plus loin : stratégies, directives, règlements, communications, plans d'actions et cadres stratégiques

[Pacte vert pour l'Europe](#) – décembre 2019

[Règlement \(UE\) 2020/852 du parlement européen et du conseil sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement \(UE\) 2019/208](#) – juin 2020

[Proposition de règlement du parlement européen et du conseil modifiant le règlement \(UE\) 2018/842 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris](#) – juillet 2021

[Règlement délégué \(UE\) 2022/1214 de la commission modifiant le règlement délégué \(UE\) 2021/2139 en ce qui concerne les activités économiques exercées dans certains secteurs de l'énergie et le règlement délégué \(UE\) 2021/2178 en ce qui concerne les informations à publier spécifiquement pour ces activités économique](#) – mars 2022

[Proposition de règlement du parlement européen et du conseil relatif à l'établissement d'un cadre de mesures en vue de renforcer l'écosystème européen de la fabrication de produits de technologie «zéro net» \(règlement pour une industrie «zéro net»](#) - mars 2022

[Règlement \(UE\) 2022/1854 du conseil sur une intervention d'urgence pour faire face aux prix élevés de l'énergie](#)- octobre 2022 - octobre 2022

[Règlement \(UE\) 2024/223 du conseil du 22 décembre 2023 modifiant le règlement \(UE\) 2022/2577 établissant un cadre en vue d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables](#) – janvier 2024

[Communiqué de presse - La Commission présente une recommandation sur l'objectif de réduction des émissions à l'horizon 2040 afin d'ouvrir la voie vers la neutralité climatique en 2050](#) – février 2024

[Communiqué de presse - Déclaration de l'Alliance européenne du nucléaire](#) - mars 2024